



Canadian Ecumenical
Justice Initiatives /
Initiatives œcuméniques
canadiennes pour
la justice

Members

Anglican Church of Canada
Canadian Catholic Organization for
Development and Peace
Canadian Conference of
Catholic Bishops
Canadian Religious Conference
Christian Reformed Church in
North America (Canada Corporation)
Evangelical Lutheran Church
in Canada
Mennonite Central Committee
of Canada
The Presbyterian Church in Canada
The Primate's World Relief and
Development Fund (PWRDF)
Religious Society of Friends (Quakers)
United Church of Canada

Membres

L'Assemblée annuelle canadienne
de la Société religieuse des amis
La Conférence des évêques
catholiques du Canada
Le Comité Mennonite Central
La Conférence religieuse canadienne
Développement et paix
L'Église anglicane du Canada
L'Église évangélique luthérienne
du Canada
L'Église presbytérienne au Canada
L'Église réformée chrétienne en
Amérique du Nord
(Société canadienne)
L'Église unie du Canada
Le fonds du primat pour le secours
et le développement mondial

129 St. Clair Ave. W.
Toronto Ontario
Canada M4V 1N5
tel: 416.463.5312
toll-free: 1.877.403.8933
fax: 416.463.5569
www.kairoscanada.org



Le 2 juin 2008

Très honorable Stephen Harper
Premier ministre du Canada
Chambre des communes
Ottawa (ON) K1A 0A6

**Objet : Excuses officielles du gouvernement du Canada pour les
pensionnats indiens**

Cher Monsieur le Premier ministre Harper,

KAIROS – Initiatives œcuméniques canadiennes pour la justice regroupe onze Églises et organisations d'Églises dans l'action de foi pour la justice sociale et les droits humains. Les Églises membres de KAIROS représentent des millions de Canadiennes et de Canadiens vivant dans des milliers de communautés.

Durant des décennies les Églises membres de KAIROS ont collaboré avec les peuples autochtones du Canada pour le respect des relations de nation à nation et la promotion, la protection et l'exercice des droits humains de ces peuples, y compris le droit à l'autodétermination.

KAIROS se réjouit que le 11 juin courant, à la Chambre des communes, des excuses depuis longtemps attendues seront exprimées aux anciens étudiants et anciennes étudiantes des pensionnats indiens et à leurs familles.

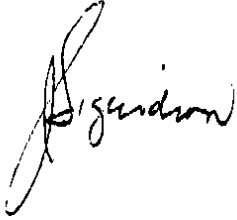
Toutefois, les termes de l'Accord de règlement relatif aux pensionnats indiens prévoient la participation des peuples autochtones à la démarche de préparation des excuses. Nous nous inquiétons de constater que les peuples autochtones n'ont été impliqués ni dans la formulation des excuses ni dans la préparation de l'événement.

Des excuses sincères et sensées sont indispensables pour contribuer à la démarche de guérison en cours entre les peuples autochtones et non autochtones. Mais cela s'avérera impossible si l'on exclut les peuples autochtones puisque la participation des victimes à toutes les étapes de la démarche constitue un élément essentiel d'excuses significatives. Tout en reconnaissant les injustices passées et les responsabilités pour de telles injustices, des excuses authentiques doivent se situer dans une réelle démarche de réconciliation. Étant donné l'approche du gouvernement en regard des droits humains des peuples autochtones, y compris ses actions relatives aux pensionnats indiens, il est difficile d'affirmer que le gouvernement pratique une démarche transparente, inclusive et significative.

À moins que les excuses n'indiquent clairement l'engagement du gouvernement à changer sa façon de traiter avec les peuples autochtones et de traiter de leurs droits humains, les peuples autochtones et leurs supporteurs ne pourront les prendre au sérieux et elles ne contribueront pas à créer un nouveau partenariat fondé sur le respect mutuel et la reconnaissance des droits et des responsabilités de chacun.

Nous vous demandons avec instance de prendre des mesures immédiates pour obtenir l'apport de l'Assemblée des Premières Nations, de l'Inuit Tapiriit Kanatami, des organisations des survivants, et des autres peuples et groupes autochtones afin de s'assurer que des excuses mèneront à une authentique réconciliation et une véritable guérison.

Sincèrement vôtre,



Janet Sigurdson
Coprésidente
Comité des droits des Autochtones
KAIROS



Harold Roscher
Coprésident
Comité des droits des Autochtones
KAIROS

c.c. : Phil Fontaine, chef national, Assemblée des Premières Nations
Mary Simon, présidente, Inuit Tapiriit Kanatami
Beverly Jacobs, présidente, L'Association des femmes autochtones du Canada
Clément Chartier, président, Conseil national des Métis
Patrick Brazeau, Congrès des peuples autochtones
Hon. Chuck Strahl, ministre, Affaires indiennes et du Nord Canada
Hon. Stéphane Dion, chef, Parti libéral du Canada
Hon. Jack Layton, chef, NPD
Gilles Duceppe, chef, Bloc Québécois
Hon. Anita Neville, critique libérale en matières des affaires indiennes
Marc Lemay, critique du Bloc Québécois en matière des affaires indiennes
Jean Crowder, critique du NPD en matières des affaires indiennes